

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

INSTITUT D'ÉCONOMIE RURALE

DIRECTION SCIENTIFIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE -UN BUT -UNE FOI

EVALUATION DE LA PAUVRETE EN ZONE OFFICE DU NIGER

RESUME ANALYTIQUE

Par :

Demba KEBE, IER/DS

Oumar SANOGO UNIVERSITE DU MALI

Jean-François BELIERES, IER/ECOFIL/CIRAD

Manda Sadio KEITA, IER/ECOFIL

Souleymane KEITA DNSI

Théa HILHORST KIT/Pays BAS

DECEMBRE 2005

AVIS AU LECTEUR

Ce texte est une synthèse du rapport principal intitulé EVALUATION DE LA PAUVRETE EN ZONE OFFICE DU NIGER. A ce titre il ne comporte qu'une part des résultats obtenus et des analyses faites. Il ne présente aucun tableau ni aucune figure qui sont, comme les références bibliographiques, à rechercher dans le rapport principal.

SOMMAIRE

1	Introduction	3
2	La méthodologie	4
3	Résultats des analyses de la base EMEP	5
4	Analyse des résultats dans la zone Office du Niger.....	6
4.1	Pauvreté des conditions de vie en zone Office du Niger	6
4.2	Pauvreté des capacités (accès aux ressources productives)	7
✓	Population, main d'œuvre et travail	7
✓	Cheptel et équipements	8
✓	Foncier	8
✓	Accès au crédit.....	9
✓	Accès aux intrants et production agricole	10
✓	Accès au marché	11
4.3	Pauvreté sociale	11
4.4	Pauvreté monétaire.....	11
4.5	Perception de la pauvreté par les acteurs	12
✓	Définition de la pauvreté selon les acteurs.....	12
✓	Caractérisation et évolution de la pauvreté selon les acteurs	13
✓	Femmes et pauvreté	14
4.6	Déterminants de la pauvreté.....	14
5	Mesures d'atténuation	15
✓	Les mesures proposées par les producteurs	15
✓	Les mesures que l'on peut proposer en fonction de l'analyse et des cadres de lutte existants.	16
6	Propositions d'indicateurs de suivi.....	17
7	Conclusion.....	18

1 INTRODUCTION

En raison des importantes ressources en eau et en terre et des infrastructures existantes, la zone de l'Office du Niger constitue un des pôles de développement du Mali. L'Etat consacre une part conséquente des investissements publics agricoles à la réhabilitation et à la réalisation d'infrastructures pour améliorer le fonctionnement et l'extension de cet aménagement hydro-agricole.

Les résultats acquis depuis la fin des années 80 en terme de croissance agricole et de sécurisation alimentaire sont très importants. Entre 1989 et 2003, la production rizicole a progressé à un rythme très rapide avec des superficies cultivées annuellement qui sont passées de 47 000 ha à plus de 77 000 ha. Sur la même période, les productions annuelles ont évolué de 110 000 tonnes à 423 000 tonnes de paddy. Les autres productions agricoles se sont également fortement développées avec des cultures de diversification (en particulier le maraîchage) qui aujourd'hui atteignent les 6 500 ha (plantations de fruitiers comprises). Durant la même période le cheptel a augmenté et l'élevage est devenu une composante très importante des systèmes de production. Enfin, le nombre d'attributaires de parcelles aménagées a plus que doublé sur la même période.

Cette zone revêt une importance stratégique dans le dispositif de sécurité alimentaire au Mali puisque avec un peu moins de 80 000 ha irrigués, elle fournit 40 à 50% de la production nationale de paddy et la plus grande partie du riz commercialisé au Mali. Enfin, la filière riz de l'Office du Niger crée près de 50 milliards de FCFA de revenus, dont les deux tiers pour le milieu rural ce qui est essentiel dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et de répartition des revenus (Baris et al, 2004). Pour faire face aux enjeux de sécurité alimentaire et de développement social et économique à long terme, le Gouvernement du Mali s'est fixé d'ambitieux objectifs avec notamment, d'ici 2020, l'extension de la zone irriguée de l'Office du Niger à environ 200 000 hectares, ce qui signifie réaliser près de 120 000 hectares d'aménagements nouveaux et terminer les programmes de réhabilitation des casiers existants (CDP, 2004).

Bien que de nombreuses études de type socio-économique aient été réalisées sur l'Office du Niger, il existe peu d'analyses empiriques sur la contribution de l'agriculture irriguée à la réduction de la pauvreté dans cette zone. Par ailleurs, les données et analyses nationales sur l'évolution de la pauvreté au cours de ces 10 dernières années (notamment l'EMEP et EDS III en 2001) sont représentatives au niveau régional et ne permettent pas d'effectuer des analyses au niveau inférieur.

Les résultats de l'EMEP ne font pas ressortir une situation nettement meilleure pour la région de Ségou (où est localisé l'Office du Niger) par rapport au reste du pays et la question de l'impact de l'agriculture sur la pauvreté dans la zone reste entière. Enfin, les séries de données ponctuelles collectées par l'Office du Niger ne permettent pas de faire des analyses sur le thème de la pauvreté.

Fort de ce constat, la Direction Générale de l'Office du Niger avec l'appui technique et financier de la Coopération néerlandaise, a commandé à l'Institut d'Economie Rurale une étude spécifique sur la pauvreté dans la zone de l'Office du Niger avec comme objectif principal de déterminer le niveau et les causes de la pauvreté dans la zone en tenant compte des évolutions récentes pour proposer des mesures de lutte. L'étude a été réalisée par une équipe de chercheurs de l'IER et d'autres institutions nationales (DNSI et Université du Mali) avec l'appui du KIT (Pays Bas). Les travaux de terrain se sont déroulés durant le dernier trimestre de 2004 et un atelier de restitution des résultats s'est tenu en juillet 2005 à Ségou.

Les résultats obtenus permettent de caractériser la pauvreté selon ses différentes dimensions, de comparer les résultats obtenus avec ceux de l'EMEP et donc d'apprécier le niveau de la pauvreté par rapport à la région de Ségou et à l'ensemble du Mali, d'identifier les causes et les mécanismes de la pauvreté et d'aboutir à l'élaboration de quelques recommandations visant à poursuivre l'atténuation de la pauvreté dans la zone.

2 LA METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée devait permettre, selon les termes de référence, d'utiliser et de faire des comparaisons avec les résultats de l'Enquête Malienne d'Evaluation de la Pauvreté menée en 2001 par la Direction Nationale de la Statistique et Informatique en se référant aux critères définis par le CAD/OCDE avec les différentes dimensions de la pauvreté. Ainsi la méthodologie mise en œuvre se décompose en plusieurs volets.

Le premier volet, concerne l'analyse faite avec les données de l'EMEP (DNSI 2001). L'équipe a pu obtenir les données de base pour calculer les indices de pauvreté et effectuer des analyses comparatives entre le niveau national et la région de Ségou. Ces analyses ont été faites avec un logiciel spécifique pour le calcul des indicateurs de pauvreté appelé « DAD » mis au point par l'Université de Laval.

Le deuxième volet concerne la collecte et le traitement de données spécifiques. Deux types d'enquêtes ont été menés :

- des enquêtes quantitatives auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations agricoles familiales de la zone Office du Niger ;
- des enquêtes participatives (qualitatives) sur un échantillon de villages auprès des assemblées villageoises et de groupes cibles constitués d'exploitants de différents types (pauvres, aisés et intermédiaires), de femmes, de jeunes, et de personnes ressources représentant les principaux acteurs impliqués dans le développement de la zone.

Les enquêtes auprès des exploitations agricoles ont été réalisées par une équipe d'enquêteurs sous la supervision directe des chercheurs impliqués dans l'étude durant une période d'environ deux mois en fin d'année 2004. Les enquêtes participatives ont été menées par les chercheurs eux-mêmes en plusieurs étapes en fin d'année 2004.

Les informations recherchées devaient permettre de faire des analyses en croisant les résultats de l'approche quantitative avec comme référence le seuil de pauvreté (dépenses par personne et par an de 144 022 Fcfa) défini par l'EMEP, et ceux de l'approche qualitative basée sur la perception qu'ont les acteurs de la pauvreté dans la zone. Les analyses quantitatives des indices de pauvreté ont été faites avec le même logiciel DAD sur les données collectées dans le cadre de l'enquête ce qui a permis une comparaison avec les données EMEP traitées avec ce même logiciel.

Les enquêtes ont porté sur un échantillon de 1 082 exploitations agricoles familiales tirées au hasard dans 40 villages de la zone. Les villages avaient eux-mêmes été tirés au sort (avec une pondération par la population recensée dans le cadre du RGPH de 1998). Cet échantillon représente environ 3 % des exploitations agricoles attributaires de terre dans la zone Office du Niger, 3% de la population totale et 4 à 5 % de la superficie aménagée et cultivée. Les enquêtes participatives ont concerné dix villages (parmi les 40 de l'enquête quantitative) et environ une quarantaine de groupes cibles et autant de personnes ressources.

Le choix de travailler au niveau de l'exploitation agricole (et non par exemple au niveau du ménage) s'explique par la volonté d'analyser la pauvreté en terme de capacités ou d'opportunité à produire à partir des facteurs de production disponibles. Or la prise en compte des facteurs de production ne peut-être réalisée qu'au niveau de l'exploitation agricole qui est l'unité principale de production agricole (au sens large). C'est le chef d'exploitation qui gère les principaux revenus de l'exploitation et c'est à ce niveau que sont également prises les principales décisions en matière de consommation et d'accumulation. Dans le contexte de la zone Office du Niger, il est difficile de dissocier les activités d'un ménage à l'intérieur d'une exploitation sans appréhender en premier lieu l'activité générale de l'exploitation agricole familiale.

Les enquêtes ont été faites en utilisant deux variables principales : les types d'exploitation et les zones de l'Office du Niger.

La typologie des exploitations est issue des travaux menés par l'URDOC sur la caractérisation des exploitations agricoles (Bélières et al, 2003), avec adaptation pour les besoins de l'étude. Les types retenus sont les suivantes :

- Les grandes exploitations agricoles familiales avec une superficie attribuée supérieure à 5 hectares.
- Les exploitations moyennes avec une superficie attribuée comprise entre 2,5 et 5 ha
- Les petites exploitations agricoles avec une superficie attribuée inférieure à 2,5 ha ;
- Les exploitations sans terre attribuées par l'Office du Niger ;
- Les « non résidents » (ce sont des exploitations qui sont recensées dans les villages avec des terres dans la portion de l'aménagement attribuée au village mais qui résident ailleurs).

Le classement des exploitations dans les différents types a été effectué à partir des rôles de redevance de l'Office du Niger et d'une liste établie lors d'une réunion avec le conseil de village. On notera que pour certaines exploitations l'enquête apporte des informations plus précises qui peuvent remettre en question le classement initial. Ainsi, la superficie peut avoir « changé » depuis l'établissement du rôle de la redevance, ou alors par des locations, certains chefs d'exploitation peuvent avoir fait évoluer le disponible foncier ; dans ce cas les exploitations ont été changées de type.

Les zones, au nombre de cinq, correspondent aux découpages administratifs et hydrauliques de l'Office du Niger.

L'étude, conformément aux termes de référence, ne prend en compte que la zone aménagée c'est-à-dire les villages encadrés par l'Office du Niger.

3 RESULTATS DES ANALYSES DE LA BASE EMEP

Les données de dépenses de consommation des ménages de l'EMEP en 2001 ont été analysées avec le logiciel DAD. Les indices de pauvreté au niveau national ont été comparés avec ceux de la région administrative de Ségou en spécifiant pour chaque cas le rural et l'urbain.

Dans le cadre de cette analyse, pour l'ensemble du Mali, l'incidence de la pauvreté monétaire (qui correspond à la part des individus qui ont des dépenses inférieures au seuil de pauvreté de 144 022 Fcfa/personne/an) a été estimée à 63,4 % avec une nette différence entre milieu urbain (30%) et milieu rural (77 %). Par rapport à cette moyenne nationale, la région de Ségou se « porte » légèrement mieux avec une incidence moyenne légèrement inférieure (62,8 %). Pour le milieu rural, l'incidence (71%) est nettement inférieure à la moyenne nationale.

Pour les autres indicateurs (profondeur et sévérité de la pauvreté), la région de Ségou a des niveaux nettement inférieurs à la moyenne nationale. Pour le milieu rural, la profondeur de la pauvreté n'est que de 32% à Ségou contre près de 40 % au niveau national ; pour la sévérité le taux à Ségou est de 19 % contre 25 % au niveau national.

Ainsi, d'une manière générale, le milieu rural dans la région de Ségou a des indicateurs de pauvreté monétaire meilleurs que la moyenne nationale. Les travaux menés spécifiquement sur la zone Office du Niger permettront par la suite de conclure que même en intégrant la population « non attributaire de terre » (les sans terre) la situation est meilleure dans cette zone que pour la région de Ségou prise dans son ensemble et donc que la moyenne nationale.

4 ANALYSE DES RESULTATS DANS LA ZONE OFFICE DU NIGER

Cette analyse a été faite selon les cinq approches du DAC, c'est-à-dire l'approche de conditions de vie, l'approche monétaire, l'approche de capacités, l'approche sociale et l'approche perception.

4.1 PAUVRETE DES CONDITIONS DE VIE EN ZONE OFFICE DU NIGER

L'accès aux services sociaux de base est une des dimensions de la pauvreté. Il a été analysé à partir de quelques indicateurs issus du traitement des enquêtes exploitations agricoles et des enquêtes villages.

La population de la zone est très jeune comme pour l'ensemble du Mali. Le taux de dépendance qui mesure le rapport entre la tranche d'âge des personnes qui n'ont pas ou qui n'ont plus l'âge de travailler (les dépendants) et ceux qui ont l'âge de contribuer à la vie économique est élevé avec 89 %. Il est lié à la forte proportion de jeunes avec un taux de dépendance jeunes de 84 %. L'exode est très faible, et la zone est au contraire une zone d'accueil.

Des efforts importants ont été consentis en matière d'infrastructures scolaires avec aujourd'hui 78% des villages qui ont une école. Mais, le niveau de scolarisation global reste encore faible avec 40 % de la population masculine de 7 ans et plus et seulement 22 % de la population féminine, soit un taux de scolarisation pour les personnes âgées de 7 ans et plus de 31 %. D'une manière générale la scolarisation des enfants est meilleure dans la zone Office du Niger par rapport à la région de Ségou et au milieu rural du Mali.

Le niveau d'alphabétisation en langue nationale reste faible au maximum 12 % pour les hommes de 15 à 55 ans. Pour les femmes ce niveau est très faible (4%). A l'inverse, le niveau d'alphabétisation en arabe est élevé et lié à la fréquentation des écoles coraniques ou des medersa avec 27 % des hommes et 15 % des femmes de la classe 15 à 55 ans. Dans le premier cas, les taux sont en deçà de ceux du niveau national établis par l'EMEP, dans le deuxième ils sont plus élevés.

En matière de santé, des progrès importants ont été réalisés. Le taux de décès des enfants de moins de 5 ans déterminé par l'enquête est de 18 % soit inférieur à la moyenne nationale (22%). Depuis le début des années 1990, les centres de santé communautaires se sont développés dans toute la zone et aujourd'hui, la distance moyenne d'un village aux centres de santé les plus proches est de 4,5 km pour le premier centre et 15 km pour le second. Ces taux sont meilleurs par rapport au niveau national.

Les habitations les plus courantes dans la zone Office du Niger sont construites en banco (terre) avec un taux de 99% qui est nettement plus élevé que la moyenne dans les zones rurales du Mali (89%). Le nombre de concessions sans latrine reste encore élevé avec un taux moyen de 12% qui est à la fois inférieur à la moyenne nationale du monde rural (17%) mais supérieur à celui de la région de Ségou (8,6%).

Ces taux peuvent s'expliquer par le statut précaire du système du colonat qui a perduré jusqu'au début des années 90.

Le niveau d'équipement en infrastructures pour assurer un approvisionnement en eau potable est relativement élevé même si des efforts restent encore à faire dans certaines zones comme Kouroumari, où 20% des villages enquêtés soulignent qu'ils utilisent encore l'eau du canal d'irrigation comme source d'eau potable et à Macina où 14% des villages sont dans le même cas. L'eau de forage est utilisée comme source d'eau potable dans 73 % des villages enquêtés ; l'eau de puits est utilisée dans 55% des villages d'enquêtes.

Le taux d'utilisation de l'électricité (15%) est très supérieur aux taux pour le Mali rural (0,5 %) et pour la région de Ségou (4,7%). L'électrification de Niono touche également des villages proches (dont 2 dans l'échantillon), mais ce n'est pas la seule explication. Les investissements privés réalisés à titre

individuel ou à titre collectif (par les AV ou Tons) dans l'électrification ont été nombreux avec l'achat de groupes électrogènes. Plusieurs villages de la zone se sont équipés avec un groupe suffisamment puissant, un réseau de distribution et un dispositif de gestion avec un système de facturation.

Les exploitations agricoles de la zone sont nettement mieux équipées en moyens d'accès à l'information que le reste du Mali rural (Elim 2003) avec 78 % d'entre elles qui disposent d'au moins un poste radio et 17 % d'un poste de télévision contre respectivement 63 % et 8 % dans le milieu rural malien. La situation est également plus favorable pour les moyens de transport avec 78 % des exploitations ayant au moins une bicyclette, 49 % au moins une motocyclette et 2,5 % une voiture contre respectivement 56 %, 18 % et 1,1% pour le milieu rural au Mali.

Ainsi, la situation de la zone aménagée par rapport au reste de la région de Ségou et au Mali rural est d'une manière générale nettement meilleure, même si des efforts importants restent à faire en matière d'eau potable (la plupart des puits sont pollués en raison de la hauteur de la nappe phréatique), d'assainissement et d'habitat.

4.2 PAUVRETE DES CAPACITES (ACCES AUX RESSOURCES PRODUCTIVES)

L'étude a permis de caractériser les exploitations agricoles familiales de la zone Office du Niger notamment en fonction de leurs facteurs de production.

✓ Population, main d'œuvre et travail

Les exploitations de l'échantillon comprennent en moyenne 11,22 personnes présentes, mais avec de fortes variations (écart type de 7,89). La taille des exploitations agricoles varie selon le type. Les exploitations de grandes tailles (T1) ont en moyenne près de 23 personnes, alors qu'à l'opposé les exploitations sans terre (T4) sont peu peuplées avec moins de 7 personnes présentes. Il y a une majorité de petites exploitations agricoles avec 58 % des exploitations qui ont moins de 10 personnes. Mais ces exploitations ne regroupent que 34 % de la population totale.

Le nombre moyen d'actifs selon la norme (adultes de 15 à 55 ans) est de 5,6 actifs soit un ratio de nombre de bouches à nourrir par actif de 2,17. Ce ratio moyen varie peu entre les types d'exploitation. Dans la réalité le nombre de personnes actives est plus important avec 63 % des personnes présentes qui participent aux travaux agricoles. Les adolescents, voire quelques enfants, contribuent selon des proportions qui sont loin d'être négligeables, puisque ces personnes représenteraient jusqu'à 26 % des actifs agricoles (4% pour les personnes âgées de plus de 55 ans et 22 % pour les moins de 15 ans).

La majorité du travail est fourni par les membres de la famille des exploitations agricoles. Cependant, le recours à la main d'œuvre extérieure à l'exploitation agricole est généralisé puisque 88 % des exploitations le font. L'entraide n'est pas très importante avec seulement 37 % des exploitations qui y ont recours, il y a une tendance, observée par ailleurs, de réduction de l'entraide au profit de travaux rémunérés et donc le développement du marché du travail.

Le recours à la main d'œuvre payée à la tâche est quasi systématique (85 % pour l'ensemble des exploitations mais de 88 à 95 % pour les exploitations attributaires de terres) notamment pour le repiquage effectué par des groupes de travail constitués par des femmes ou des jeunes du villages ou par des travailleurs (hommes ou femmes) qui proviennent d'autres villes ou villages. Ces travaux permettent aux dépendants (les travailleurs familiaux) d'obtenir des revenus, ce qui permet de stabiliser la main d'œuvre familiale. Le recours à la main d'œuvre payée à la journée est moins fréquent mais concerne tout de même 39 % des exploitations. Ces travaux permettent une certaine redistribution de la valeur ajoutée des productions notamment rizicoles entre exploitations et au sein des exploitations. Sur l'ensemble, 56 % des exploitations sont concernées et en moyenne les rémunérations concernent 1,76 personnes pour un peu moins de 18 000 Fcfa par personne et par an.

Enfin, l'emploi de travailleurs saisonniers est important avec 41 % des exploitations qui y ont recours. Le temps de travail additionnel reste cependant assez faible avec en moyenne seulement 3,9 mois par exploitation. La plus grande partie des travailleurs saisonniers est embauchée pour la culture de contre saison et plus particulièrement le maraîchage. Les rémunérations restent faibles avec un salaire moyen de 8 500 Fcfa par mois plus le logement et la nourriture (ce qui représente une dépense qui peut être estimée à environ 15 000 Fcfa par mois). Ce travail saisonnier représenterait l'équivalent d'environ 7 à 8 000 emplois permanents dans la zone Office du Niger

✓ **Cheptel et équipements**

Le nombre moyen d'animaux par exploitation est relativement faible avec une paire de bœuf et un âne, 3 bovins, 2 petits ruminants et une dizaine de volailles. La valeur moyenne estimée de ces animaux est environ 400 000 Fcfa dont plus de la moitié (58%) est constituée par la valeur des animaux de trait. Mais la variabilité est très forte. Il existe une forte concentration des bovins autres que les bœufs de trait. La valeur totale estimée des animaux (capital) est mal répartie avec 77 % des exploitations qui ne détiennent que 13 % du capital alors que 8 % des exploitations cumulent 44 % du capital représenté par les animaux. Les revenus de l'élevage constituent donc un facteur important de différenciation entre les exploitations agricoles de la zone.

Pour l'équipement, si la moyenne générale est d'environ une paire de bœufs et une charrue par exploitation, seulement 54 % des exploitations ont un équipement complet constitué d'un ou plusieurs attelages pour le travail du sol (paire de bœufs et charrue) et pour le transport (un âne et une charrette). Il y a donc une part encore importante d'exploitations insuffisamment équipées, y compris dans les exploitations « traditionnelles » (types T1, T2 et T3), puisque dans ce groupe, 35 % des exploitations n'ont pas une paire de bœufs de trait. Deux pour cent seulement des exploitations se sont équipées avec au moins un motoculteur, mais dans le groupe des grandes exploitations ce taux atteint 14 %.

Les matériels en traction animale pour le travail du sol sont souvent anciens puisque plus de 40 % ont été acquis il y a plus de 15 ans. Les équipements motorisés sont plus récents mais peu d'exploitations ont pu en acquérir : 9% des exploitations disposent d'au moins un matériel de type motoculteur, ou batteuse ou décortiqueuse. Ce sont les grandes exploitations qui ont investi dans ces équipements avec 37 % des exploitations T1 qui ont au moins un de ces matériels. L'accès aux équipements de production agricole et de transformation semble difficile pour la grande majorité des exploitations et seules les « grandes exploitations » ont pu se moderniser en se dotant de matériels motorisés.

Les exploitations équipées réalisent le plus souvent des prestations de service pour les autres exploitations (transport, battage, décortage) qui dégagent une valeur ajoutée importante et donc des revenus supplémentaires.

Les prestations avec les matériels motorisés comme l'élevage avec les animaux sont des sources de revenus importantes et donc des facteurs de différenciation entre les exploitations puisque très inégalement réparties.

✓ **Foncier**

L'accès au foncier irrigué est une des contraintes principales pour les exploitations agricoles de l'Office du Niger. L'évolution sur ces 25 dernières années est caractérisée par une baisse rapide des superficies irriguées cultivées par exploitation (par famille attributaire) que n'a pas suffisamment compensé l'augmentation des rendements et l'augmentation de l'intensité culturale.

La situation foncière des exploitations agricoles est souvent assez complexe car le marché foncier, illégal mais bien réel, les évolutions familiales et les terres en hors casiers modifient les situations

données par la liste des attributions de l'Office du Niger. Par ailleurs, le mode de numérotation des familles entraîne une surestimation du nombre réel d'exploitations agricoles attributaires par l'Office du Niger, puisque en cas de deux attributions, une même famille peut avoir deux numéros différents d'identification.

La superficie recensée pour l'échantillon des 1 082 exploitations est de 3 560 ha. Ce qui représente environ 5 % de la superficie aménagée dans la zone de l'Office du Niger. La répartition entre type d'aménagement est de 10 % pour les hors casiers, 44 % pour les casiers non réhabilités et 46 % pour les casiers réhabilités ou casiers neufs.

Pour la campagne 2003/04, la superficie irriguée moyenne disponible (surface attribuée + hors casiers en faire valoir direct et surface en faire valoir indirect) sur l'ensemble de l'échantillon est de 3,29 ha par exploitation. Cette moyenne varie de 0,60 ha pour le groupe T4 des « paysans sans terre » à 9,46 ha pour le groupe des grandes exploitations.

La superficie moyenne par personne est de 0,31 ha et celle par actif est de 0,62 ha. Ces moyennes sont faibles puisque les normes définies dans le décret de gérance de 1994 prévoient une attribution de 1 ha par « travailleur homme ou femme ». Elles varient selon le type d'exploitation :

- pour les types T1 et T2 les superficies moyennes par personne sont proches avec respectivement 0,47 et 0,41 ha/pers ;
- pour les types T3 et T4 ces moyennes sont très nettement inférieures avec respectivement 0,28 ha et 0,12 ha par personne
- pour les non résidents (T5) la moyenne est légèrement supérieure à la moyenne générale avec 0,39 ha/personne.

Le marché foncier permet aux exploitants d'ajuster parfois leur disponible à leur capacité de production ou leur permet d'éviter l'éviction pour défaut de paiement de la redevance hydraulique.

L'accès au foncier constitue une des contraintes importantes pour la grande majorité des exploitations de la zone : les ratios moyens de superficie par personne ou par actif sont faibles et il est très difficile pour les exploitations les moins bien dotées d'obtenir des terres pour produire.

✓ **Accès au crédit**

L'insuffisance de crédits pour l'équipement est une des contraintes au développement souvent citées par les producteurs. En ce qui concerne le crédit de campagne, plus du tiers des chefs d'exploitation de la zone déclarent ne pas avoir recours au crédit.

Ce sont les plus petites exploitations (T3) et les sans terre (T4) qui ont le moins recours au crédit de campagne avec respectivement 36 % et 67 %. Plus de la moitié des chefs d'exploitation qui ne prennent pas de crédit parmi les types les mieux dotés (T1, T2 et T5) expliquent qu'ils n'en ont pas besoin soit parce qu'ils disposent de ressources complémentaires pour financer la campagne (cas notamment des non résidents souvent double actifs), soit parce qu'il gèrent leur trésorerie pour se dégager des contraintes (revenu du maraîchage, gestion du stock de riz, etc.). Une part conséquente des grandes exploitations déclare qu'elles ne prennent pas de crédit car elles n'ont pas confiance (sous entendu dans la caution solidaire). Enfin, une part qui se situe entre 15 à 22 % déclare avoir des impayés ce qui fait que leur dossier de demande a été rejeté.

Pour les exploitations de type T4, l'absence d'attribution foncière les empêche d'accéder au crédit qui est lié aux activités de production rizicole ou maraîchère.

✓ Accès aux intrants et production agricole

Même si l'accès au crédit est partiel, pratiquement toutes les exploitations agricoles de l'échantillon achètent sur le marché des intrants agricoles et d'élevage. Il y a donc un recours quasi systématique aux consommations intermédiaires indispensables pour assurer une bonne productivité. Les exploitations qui n'ont acheté aucun intrant sont les plus pauvres qui n'ont pas ou très peu d'activités agricoles. Si le recours aux intrants est généralisé, il reste cependant différencié. Ce sont les engrais qui sont systématiquement achetés pour cultiver.

Les prix moyens des engrais acquis par les exploitations pour la campagne 2003/04 sont de 255 Fcfa/kg pour le DAP, 250 Fcfa/kg pour les engrais complexes (Sugubé Sugubé) et 228 Fcfa/kg pour l'urée. Ils comprennent le plus souvent les intérêts perçus par les caisses ou les OP dans le cas où le producteur a obtenu ces produits avec un crédit. Ces prix moyens sont sensiblement les mêmes pour les différents types d'exploitation ; seules les exploitations de type 1 payent un peu moins cher, essentiellement parce qu'elles ont moins recours au crédit et achètent des quantités plus importantes directement auprès des fournisseurs.

Les doses moyennes d'engrais, toutes cultures confondues, sont de 176 kg/ha pour l'urée, 96 kg/ha pour le DAP et 8 kg /ha pour l'engrais complexe (« Sugubé-sugubé »). Les doses moyennes ne varient pas significativement selon les types d'aménagement comme c'était le cas il y a 10 ans. Il existe des écarts entre les types d'exploitation : Le respect des doses recommandées est fonction de la capacité financière des types d'exploitation en effet, ce sont les non résidents (T5) qui ont les doses les plus élevées et qui se rapprochent le plus des doses recommandées ; les doses les plus faibles sont apportées par les exploitations du Type 4 (les sans terre) ; pour les autres exploitations, les doses moyennes ne sont pas sensiblement différentes.

La saison des pluies 2003 (période de référence pour cette étude) a été mauvaise pour les cultures irriguées en raison d'une pluviométrie élevée défavorable au riz en provoquant des inondations, des difficultés de drainage, des difficultés dans l'approvisionnement en intrants, des maladies (viroses notamment) et attaques de chenilles, etc. Les résultats des enquêtes le confirment : le rendement moyen du riz repiqué pondéré par les superficies cultivées n'est que de 3,41 t/ha, tous types d'aménagements confondus. Ce rendement est nettement inférieur au rendement agronomique des statistiques de l'Office du Niger qui lui est de 5,6 t/ha.

Les rendements moyens (pondérés par les superficies) en riz sont significativement différents selon les types d'exploitation, même si les différences sont assez faibles. Les meilleurs rendements moyens sont enregistrés par les grandes exploitations (T1) avec 200 kg au dessus de la moyenne et les non résidents (T5) ; ce sont les petites exploitations (T3) et les sans terre (T4) qui ont les plus mauvais rendements (respectivement 140 et 240 kg en dessous de la moyenne).

La culture de riz en contre saison s'est fortement développée depuis 2000 ; elle représente en 2003, 10 % des superficies totales cultivées en riz dans l'année. La production de riz en contre saison est généralement moins productive. En 2003, le rendement moyen pondéré par les superficies est très proche de celui obtenu en hivernage pour l'échantillon avec 3,3 t/ha.

Les cultures de diversification représentent 7 à 8 % des superficies cultivées annuellement (hors vergers), mais leur importance en terme de produit brut et de revenu agricole s'est nettement améliorée. La principale production est l'échalote ; les productions secondaires sont la tomate, le maïs et la pomme de terre.

Le taux moyen d'intensité culturale (pondéré par les superficies) est de 107 % soit près de 7% des surfaces qui en moyenne portent deux cultures dans l'année.

Globalement, il existe dans la zone Office du Niger une concentration des facteurs de production par quelques exploitations agricoles « riches » ceci est vrai en particulier pour le cheptel, le foncier et les équipements motorisés. La concentration foncière est accentuée avec le développement d'un marché foncier informel. Pour les transactions de type « achat » entre exploitants, 49 exploitations sur les 1 082 de l'échantillon (soit 5 %) déclarent avoir « acheté » une parcelle dans un passé récent. Mais cette concentration est aussi fortement liée à de nombreuses exploitations de petites tailles qui ont un foncier disponible faible (<2 ha). Par contre, on note une répartition plus égalitaire des équipements de traction animale mais aussi de la superficie par actif.

✓ **Accès au marché**

Les exploitations de la zone Office du Niger sont fortement intégrées au marché à travers l'acquisition des intrants (voir supra) et par la commercialisation des produits. Le niveau de commercialisation du riz est très élevé avec en moyenne 53 % du riz produit qui est commercialisé en vente directe ou pour paiement de charges en nature (en particulier le battage). Les charges en nature représentent en moyenne 9%, le riz est donc commercialisé pour environ 44 % de la production. Les niveaux moyens de commercialisation du riz diffèrent peu selon les types exploitations. Mais ce sont les grandes exploitations qui tirent le mieux partie du marché en vendant plus au meilleur moment. Les prix moyens de vente sont tout de même élevés (115 Fcfa/kg pour le paddy, 197 Fcfa/kg pour le riz blanc et 169Fcfa/kg pour les échalotes fraîches), il est vrai que l'année 2003 était une mauvaise année avec une forte demande sur le riz local Gambiaka.

4.3 PAUVRETE SOCIALE

La pauvreté sociale a été appréciée ici par la non appartenance à des organisations économiques. Les exploitations pauvres ne disposant pas de ressources productives (terre notamment) avec de faible niveau de revenu sont en général soit exclues des organisations paysannes (OP), ou du moins, des centres de décision des OP. Par conséquent, elles profitent peu des services que ces organisations rendent. Les groupes T3 et T5 sont les plus concernés par la pauvreté des conditions de vie et des capacités, ce qui les fragilise davantage.

4.4 PAUVRETE MONETAIRE

L'analyse a été faite à partir de l'estimation des dépenses par exploitation agricole ramenées à une dépense par individu, elle-même comparée au seuil de pauvreté de 144 042 Fcfa/personne défini par l'EMEP. Deux types de calculs ont été faits : en considérant que tous les individus sont égaux ou en appliquant un coefficient d'équivalence adulte qui intègre la structure des âges des membres de l'exploitation.

L'incidence de la pauvreté est de 51% dans l'échelle d'équivalence adulte et de 63% avec l'hypothèse maximaliste soit dans les deux cas un résultat meilleur que pour le milieu rural de la Région de Ségou (71%) et le milieu rural national (77%).

Mais surtout, on constate que la profondeur de la pauvreté (environ 16%) est très nettement inférieure à l'incidence et aux données régionales et nationales. Cela signifie que malgré des taux de pauvreté relativement élevés, les dépenses des pauvres sont très concentrées autour du seuil de pauvreté. Le transfert des ressources publiques nécessaires pour ramener l'ensemble des pauvres au niveau du seuil de pauvreté dans la zone Office du Niger est proportionnellement nettement moins important que pour le reste de la région de Ségou ou pour le Mali rural. Ce qui confirme l'impact des investissements réalisés.

Le taux de sévérité de la pauvreté est de 7% avec l'hypothèse d'équivalence adulte et de 11,4 % dans l'autre cas. Là encore, la situation est nettement meilleure qu'au niveau national et régional.

L'analyse selon les zones de l'Office du Niger, fait apparaître de nettes différences avec une incidence plus élevée dans les zones de Molodo (66%) et de Macina (59 %), ce qui confirme les observations faites par les personnes ressources interrogées dans le cadre de cette étude. L'analyse en séparant le Kala inférieur qui regroupe les zones de Niono, Molodo et Ndébougou ce qui représente l'ancienne zone aménagée et le Kala supérieur qui peut être considérée comme une nouvelle zone de production rizicole avec les nouveaux casiers de Bewani et Koumouna et des hors casiers fait apparaître de nettes différences. Dans l'ancienne zone aménagée du Kala supérieur, 51% de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 67% dans la zone du Kala inférieur. Ainsi, dans les anciennes zones rizicoles, la population serait moins pauvre que dans les nouvelles zones (aménagements récents) et donc par extension, moins pauvres que dans les zones périphériques de la zone aménagée. D'où un impact positif de l'irrigation sur la réduction de la pauvreté.

L'analyse selon les types d'exploitations fait apparaître des différences. Les classes T1 et T2 ont des taux de pauvreté plus faibles avec respectivement 43% et 48%. Par contre les exploitations T3 et T4 comptent 51% et 68 % de pauvres. Ce sont les non résidents qui ont le taux de pauvreté le plus faible avec 40 %, certainement en raison du fort taux de double actifs parmi eux. La faiblesse des écarts entre les taux d'incidence des types T1, T2 et T3 est certainement liée d'une part à des niveaux assez proches et faibles de foncier moyen par personne qui tend à réduire les écarts entre exploitations et d'autre part au biais introduit par l'analyse au niveau exploitation qui sous-estime les dépenses réalisées par les ménages dépendants plus nombreux dans les exploitations de types T1 et T2.

En conclusion de cette analyse sur la pauvreté monétaire, les résultats du profil de pauvreté indiquent que la zone de l'Office du Niger a des indices de pauvreté plus faibles que le reste du pays et la région de Ségou. Ces résultats sont en grande partie en cohérence avec les résultats de la classification paysanne par rapport aux critères des terres aménagées, de l'équipement et des revenus monétaires.

4.5 PERCEPTION DE LA PAUVRETE PAR LES ACTEURS

Parmi les 40 villages où ont été réalisés les enquêtes quantitatives, 10 villages ont été retenus pour les enquêtes qualitatives avec des groupes cibles. La démarche participative utilisée repose sur un premier travail de définition des critères de pauvreté et d'aisance par les villageois eux-mêmes en assemblée villageoise. Une fois ces critères établis, toutes les exploitations du village ont été réparties selon les trois types retenus : riches, intermédiaires et pauvres. A ces trois groupes, deux groupes supplémentaires ont été créés : les sans terre, et les femmes. Quelques représentants pour chacun des cinq groupes ont alors été désignés par l'assemblée villageoise pour participer aux entretiens menés par les chercheurs sur la base d'un guide d'entretien.

✓ Définition de la pauvreté selon les acteurs

Plusieurs appellations sont données pour la pauvreté « fantanya », « dessèbagatoya », « missikénéya », etc. qui signifient le plus souvent l'insécurité alimentaire, le manque de terre, le manque d'équipement et l'insuffisance des revenus.

Les critères de pauvreté donnés par les paysans eux-mêmes permettent de définir trois types d'exploitations :

- Les Riches (Baanaw, Se tigiw, Hine bi maa miniw yoro), sont ceux qui peuvent se prendre en charge et subvenir aux besoins d'autres exploitants. En d'autres termes ils disposent d'un stock de riz pour satisfaire leurs besoins de consommation et ceux d'autres parents qui sont dans le besoin ;

- Les Intermédiaires (Cemance la maw), sont les personnes qui peuvent juste s'auto-suffire mais ne peuvent pas venir en aide aux autres (situation d'équilibre précaire) ;
- Les Pauvres (Fantanw, Dese baga tow, misikineu), sont ceux qui ne peuvent pas subvenir aux besoins de leur exploitation, à fortiori appuyer les autres.

Cette classification qui semble basée sur la notion d'autosuffisance alimentaire intègre le capital (terre, bien d'équipements, revenus monétaires et animaux) qui sont des facteurs de stabilité des exploitations riches.

Les causes de la pauvreté sont souvent confondues avec sa définition. Elles sont d'ordre économique (manque ou insuffisance de terres, manque d'équipement agricole, non accès aux intrants ou coûts élevés des intrants, mauvaise gestion des ressources collectives des AV) ; sociales (développement de l'individualisme avec comme corollaire éclatement des familles et morcellement du parcellaire, absence de caution solidaire pour accéder au crédit et aux biens d'équipement) et institutionnelle (remise en cause de l'autorité traditionnelle, apparition de nouvelles institutions du fait des interventions extérieures provoquant très souvent des conflits de compétences). Pour les paysans, les causes de la pauvreté sont donc multiples mais en grande partie liées aux conditions techniques et socio-économiques de production. L'avis des autorités locales, des services techniques déconcentrés et ONG intervenant dans les localités d'enquêtes ne se démarque pas du constat fait par les producteurs eux-mêmes.

Le classement des exploitations (uniquement des résidents) par les villageois donne une répartition moyenne de 12 % de « riches », 20 % « d'intermédiaires » et 68 % de « pauvres ». Cette répartition est assez proche de celle des types définis à partir de la superficie irriguée puisque après avoir écarté les non résidents dans les villages concernés il y a 10 % d'exploitation de Type T1, 23 % de T2 et 67 % de types T3 et T4. Mais le croisement des deux typologies fait apparaître des différences et il est clair que selon les producteurs, la superficie attribuée par l'Office du Niger n'est pas un indicateur suffisant pour apprécier le niveau de pauvreté d'une famille. Le marché du foncier, la taille et la composition des familles, la performance des producteurs et le niveau des autres revenus sont autant d'éléments qui permettent de compenser ou de modifier l'impact des attributions sur le niveau de « bien être ». On notera cependant qu'à de très rares exceptions près, le fait de ne pas disposer de terre irriguée attribuée est systématiquement (98 % des cas) un signe de pauvreté. Le fait de ne pas être attributaire de terres irriguées apparaît donc bien comme un handicap pour sortir de la pauvreté dans la zone Office du Niger. Mais, disposer de terres attribuées, n'est pas un élément suffisant pour sortir de la pauvreté.

✓ **Caractérisation et évolution de la pauvreté selon les acteurs**

Les paysans participant aux groupes cibles ont été interrogés sur les causes de la pauvreté dans leur village et sur son évolution. L'hypothèse était que selon les groupes cibles les causes évoquées pouvaient être différentes notamment en raison d'une perception ou d'un regard différent selon que l'on soit « riche » ou « pauvre ». Mais en final, les raisons évoquées sont presque toutes les mêmes pour les différents groupes avec une place très importante pour les difficultés d'accès aux facteurs de production (intrants, terre et équipement) et pour les problèmes qui engendrent des baisses de productivité (maladies du riz, inondations, coût élevé des intrants et de la redevance).

Pour la quasi-totalité des groupes cibles interrogés, le nombre de pauvres a augmenté dans le village au cours de ces dix dernières années (96% des réponses). Les raisons sont nombreuses et très variables : économiques (par exemple l'évolution des prix des intrants), démographiques (avec notamment l'augmentation de la population y compris l'arrivée de migrants) sociales (comme par exemple les changements dans les habitudes de consommation), institutionnelles (comme par exemple l'absence d'appui ou de crédit pour l'équipement) ; sociétale (avec le changement des modes de vie), etc.

L'augmentation du nombre de pauvres - et plus généralement de la pauvreté - est liée à des réalités socio-économiques aussi bien qu'à un changement dans la perception qu'eux mêmes ont de la pauvreté

avec des réflexions qui reviennent fréquemment sur les changements profonds de la société et de leur propre représentation au sein de cette société. Ces réflexions indiquent clairement des changements de mode de vie avec une représentation plus moderne ou plus urbaine.

Les réponses font plus allusion à la pauvreté monétaire mais tous reconnaissent que le « bien être » s'est amélioré : « nous mangeons mieux, l'achat de condiments est systématique maintenant ; nous nous habillons mieux et nos conditions de santé et d'éducation se sont améliorées ; ... par contre, nous ne parvenons plus à économiser de l'argent ou à capitaliser ».

Les exploitations « riches » considèrent que leur groupe a diminué au cours de ces 15 dernières années, en raison de la décapitalisation pour faire face à des problèmes de trésorerie (vente d'animaux, d'équipements ou de biens de consommation), l'éclatement des familles, l'augmentation de la population au sein des familles et la mauvaise gestion.

Pour les groupes cibles des pauvres leur nombre aurait augmenté, les raisons évoquées sont identiques mais il faut y ajouter les évictions, l'arrivée de migrants, etc.. Selon les interviewés, les évictions se font généralement au profit de non-résidents, ce qui provoque un certain désespoir chez la jeunesse qui s'inquiète de plus en plus pour son avenir dans le village.

✓ Femmes et pauvreté

Si on analyse la notion de pauvreté selon le genre, le constat qui se dégage est que la pauvreté est plus sévère pour les femmes (et pour les jeunes). En effet, les femmes des exploitations pauvres subissent l'essentiel du poids de la pauvreté quand les chefs d'exploitation ne sont plus capables de subvenir aux besoins des familles. Quant aux jeunes, leur pauvreté serait liée à l'insuffisance et au manque de terres.

Le maraîchage, surtout la culture de l'échalote, est la source principale de revenus pour les femmes. En plus, elles effectuent le travail salarié dans la riziculture (repiquage, désherbage, récolte) ou encore le petit commerce. Toutes les femmes, riches et pauvres, cultivent les échalotes mais l'ampleur est fonction de l'accès aux financements ; la terre est généralement disponible soit sur des parcelles prêtées par le chef d'exploitation, soit en location).

Les femmes utilisent leur revenu d'abord pour acheter de la nourriture (condiments), puis pour payer les frais de santé et d'habillement et aussi pour aider le mari.

4.6 DETERMINANTS DE LA PAUVRETE

L'identification des déterminants de la pauvreté dans la zone Office du Niger a été réalisée par une régression linéaire (avec le logiciel EVIEWS) qui permet d'apprécier l'impact de diverses variables sur le niveau de vie des populations. La variable dépendante retenue est le logarithme de la dépense nominale par tête ($\text{Log}(\text{DEPTET})$) et les variables explicatives sont les principales variables qui caractérisent les exploitations.

Les variables telles que l'accès au crédit du chef d'exploitation, la valeur résiduelle totale des matériels, la valeur totale des intrants utilisés, la superficie en riz, le nombre d'attelages, le niveau de scolarisation du chef d'exploitation sont des variables qui contribuent à l'amélioration du bien être des populations de la zone. A l'inverse, si le nombre de bouches à nourrir par actif et si la population présente augmentent dans une exploitation, celle-ci a plus de chance de devenir pauvre. Ces variables qui sont les déterminants de la pauvreté confirment les résultats des enquêtes participatives selon lesquels le non accès à la terre aménagée, au crédit, aux biens d'équipement (attelage) est la cause essentielle de la pauvreté en zone Office du Niger.

L'accès aux facteurs de production semble déterminer en grande partie la pauvreté.

Ces conclusions vont dans le sens des options initialement définies pour assurer le développement de la zone : des superficies par actif minimum, des équipements, un crédit accessible au plus grand nombre, etc.

Le mécanisme de la pauvreté en zone Office du Niger est un phénomène à la fois structurel et conjoncturel. La réduction des ressources productives par exploitation (éclatement de la famille), la croissance démographique, l'immigration des jeunes des régions Nord ont aggravé le phénomène de pauvreté. L'évolution récente en zone Office du Niger, notamment, l'approvisionnement en intrants et la gestion du crédit par les associations villageoises ont conduit à la remise en cause de la caution solidaire dans bien des cas et de fait exclu les producteurs pauvres de l'accès au crédit. Les maladies et les problèmes de gestion de l'eau (en année de forte pluviométrie) peuvent aussi contribuer à l'accroissement du nombre de pauvres avec les évictions (cas de 2003)

L'évolution de la pauvreté mais aussi de la perception de la pauvreté sont donc en grande partie liées à une dégradation des capacités productives des exploitations agricoles. La réduction de la superficie disponible (sous les effets conjugués de la croissance démographique, de l'éclatement des familles, de la réaffectation des terres dans le cadre des réhabilitations, de l'arrivée de populations extérieures à la zone), des difficultés d'approvisionnement en intrants, d'accès au crédit et à l'équipement, des maladies (virose) et attaques de prédateurs (chenilles) etc. génèrent une tendance à la baisse de la productivité. Cependant, la pauvreté est également liée à l'insuffisance des capacités productives pour les exploitations qui ne disposent pas de terre.

Ainsi, les recommandations faites porteront essentiellement sur le renforcement des capacités productives des exploitations agricoles.

5 MESURES D'ATTENUATION

✓ Les mesures proposées par les producteurs

Les acteurs ont été interrogés sur les mesures qu'ils jugeaient nécessaires pour réduire la pauvreté dans la zone. Ils proposent une gamme très large de mesures qui le plus souvent sont en conformité avec les résultats obtenus à partir des analyses statistiques faites sur les données quantitatives.

Les actions suivantes ont été préconisées au niveau des exploitations (% des réponses) :

- la scolarisation des enfants (35%);
- l'attribution de parcelles à ceux qui en ont peu ou pas du tout (31%);
- la diversification des sources de revenu (14%);
- l'acquisition de matériel agricole (7%);
- l'approvisionnement correct en intrants agricoles (5%).

Les pourcentages changent selon le type d'exploitation avec par exemple la scolarisation des enfants largement en tête des réponses dans les exploitations de Type 1 (42%) et de Type 5 (43%) alors que pour les exploitations de Type 4 c'est l'attribution de terre qui est en première position (42%) devant la scolarisation des enfants (24%).

Il apparaît donc clairement que les exploitants sont conscients que pour lutter efficacement et durablement contre la pauvreté, la scolarisation des enfants ainsi que l'acquisition d'une superficie suffisante sont des clés indispensables.

Au niveau de la communauté villageoise, les mesures citées pour améliorer les conditions de vie ont été plus nombreuses et couvrent une gamme plus large. Les mesures le plus souvent citées sont les suivantes :

- l'acquisition de la terre (29%),
- l'amélioration des services sociaux de base (22%),
- l'approvisionnement correct en intrants et la baisse de la redevance eau (15%),
- l'accès au crédit pour équipement (11 %).

✓ **Les mesures que l'on peut proposer en fonction de l'analyse et des cadres de lutte existants.**

Dans la zone de l'Office, il faut poursuivre les efforts menés sur l'ensemble du territoire, en matière d'amélioration de l'accès des populations aux services de santé, d'éducation, etc. Parmi ces services, l'accès à l'eau potable avec des forages, l'amélioration de l'habitat et l'assainissement constituent les priorités pour la zone.

Dans cette zone spécifique avec un fort potentiel productif et en liaison avec les analyses faites sur les causes et déterminants de la pauvreté, la réduction de la pauvreté passe par une amélioration de l'accès aux facteurs de production. L'état de pauvreté et les mécanismes de pauvreté sont liés à une insuffisance ou une dégradation des conditions de production agricole.

L'accès aux facteurs de production est un élément essentiel avec en priorité l'accès à la terre irriguée. Les exploitations agricoles qui n'ont pas de terre irriguée ou qui ne disposent que de très faibles superficies irriguées sont les exploitations les plus pauvres. Il faut donc étendre les superficies aménagées pour permettre à un plus grand nombre d'accéder à la terre. L'analyse par zone semble indiquer que la priorité dans le domaine de la réduction de la pauvreté est bien l'extension ; la réhabilitation n'apparaissant pas comme un élément déterminant dans ce domaine. L'accès aux autres facteurs est également un déterminant important et en particulier l'équipement en traction animale et l'accès aux intrants. Ainsi, l'installation des plus pauvres sur de nouvelles terres irriguées, mais aussi le fait de permettre aux moyennes et grandes exploitations d'augmenter leur disponible pour installer leurs enfants, est certainement la recommandation principale que l'on peut faire à l'issue de ces travaux. Elle doit être accompagnée par des mesures « classiques » destinées à « sécuriser » les conditions de production : crédit d'équipement, crédit de campagne, approvisionnement en intrants, etc. Mais, dans le cadre de cette installation et au vu des résultats obtenus avec les analyses de genre (mais qui devraient être approfondis et complétés par des travaux spécifiques), il faut favoriser et sécuriser l'accès du foncier aux femmes et dans une moindre mesure aux jeunes. Ceci ne passe pas uniquement par l'installation de chefs d'exploitation femme comme le fait déjà un tout petit peu l'Office du Niger, mais aussi par l'attribution de terres à des groupements féminins. L'accès aux autres facteurs de production doit également être amélioré pour l'ensemble des producteurs (par exemple améliorer l'accès aux équipements notamment en améliorant l'accès aux crédits, améliorer les systèmes d'approvisionnement en intrants, etc.).

Cette amélioration de l'accès aux facteurs ne doit pas être « uniquement » concentrée sur la production rizicole mais bien pour l'ensemble des activités productives : activités agricoles dans leur ensemble (riz, maraîchage, verger, etc.), activités d'élevage (avec aujourd'hui de fortes opportunités pour stimuler l'intensification), activités de pêche et de pisciculture (l'équipement de nombreuses exploitations avec des pirogues et des filets et nasses est un indicateur de ce potentiel), activités en amont et en aval de l'agriculture. Pour les producteurs, la diversification des activités est un des moyens de lutte contre la pauvreté qu'ils mettent en œuvre et qu'il faut stimuler certainement en diversifiant et en adaptant les systèmes de financement.

Selon les producteurs et à partir des résultats « techniques » de cette étude, il semble que la dégradation des conditions de production n'est pas uniquement liée à une dégradation de l'accès aux facteurs. Pour les producteurs l'impact des problèmes nombreux et divers qui viennent perturber le cycle de production est très important car il est difficile de « se relever » d'un mauvais résultat technique obtenu sur une parcelle de riz. Les problèmes cités par les producteurs sont très variés et nombreux, mais parmi eux il faut citer les problèmes liés à la maîtrise de l'eau et en particulier au drainage en saison des pluies, mais aussi aux maladies (en particulier la virose) et aux attaques diverses, aux problèmes d'accès à temps des intrants (trop souvent les engrais ne sont pas disponibles au bon moment), etc. Un mauvais résultat technique sur une parcelle peut provoquer le départ d'un cycle de dégradation progressive des performances techniques et de la situation financière pouvant contraindre l'exploitation à louer une partie de ses parcelles pour ne pas se faire évincer.

Il est donc indispensable aujourd'hui de prendre en considération les grandes variations de résultats techniques et économiques qui existent dans la zone Office du Niger et de différencier l'appui conseil en fonction des besoins réels des producteurs et en particulier d'apporter un conseil approprié à ceux qui ont les plus mauvais résultats. Mais aussi prendre en compte les problèmes de maîtrise de l'eau qui ne sont pas uniquement liés à la réhabilitation mais plus à l'efficacité du système de drainage. Il faut également faire des efforts de recherche et de vulgarisation pour lutter contre les maladies, améliorer les itinéraires techniques, etc. Il faut que le système de suivi évaluation soit efficace pour mettre en évidence les problèmes que rencontrent les producteurs et qu'il passe d'une production de moyennes presque toujours satisfaisantes à une présentation de la réalité et en particulier de la dispersion et de la variabilité des résultats en proposant des schémas explicatifs pour les plus mauvais résultats.

6 PROPOSITIONS D'INDICATEURS DE SUIVI

Le dispositif de suivi et les indicateurs à retenir sont très importants pour l'évolution du système et l'évaluation de la pauvreté en zone Office du Niger. Quelques propositions ont été faites dans le rapport. Elles portent sur différents types d'indicateurs : indicateurs de moyens ou d'intrants ou variables d'entrée (input) ; indicateurs de résultats opérationnels ou de réalisations directes ou d'activités ou variables de sortie (output) ; indicateurs de résultats (outcome) ; et indicateurs d'impact (Impact).

La méthodologie proposée est basée sur trois types d'opérations :

- Un suivi en continu par l'Office du Niger des indicateurs classiques de production agricole et en collaboration avec les services techniques et autres acteurs concernés des indicateurs notamment de conditions de vie (santé, scolarisation, eau potable, etc.).
- Un suivi à partir d'un échantillon représentatif d'exploitations agricoles de l'évolution des principaux indicateurs de performances et d'évolution des revenus agricoles et non agricoles.
- Des enquêtes ponctuelles tous les 3 à 5 ans (la deuxième année du Contrat Plan) sur un large échantillon de village et d'exploitations pour la mise à jour de l'ensemble des indicateurs

Les deux dernières opérations doivent être menées par d'autres opérateurs que l'Office du Niger. L'IER pourrait être le leader de ces opérateurs.

7 CONCLUSION

Les principaux indicateurs de production agricole de la zone Office du Niger ont fortement progressé au cours de ces deux dernières décennies : croissance des superficies cultivées et des productions de riz, développement rapide des produits maraîchers et de l'élevage, croissance de la productivité, forte intensification et reprise de l'extension du domaine aménagé. Cependant, il n'existait pas d'étude pour apprécier ni le niveau de pauvreté spécifique à la zone ni la contribution de l'aménagement hydro-agricole à la réduction de la pauvreté.

C'est dans ce contexte que cette étude a été décidée et réalisée avec pour « objectif principal de contribuer à l'identification des causes de la pauvreté multidimensionnelle en zone Office du Niger en tenant compte des évolutions récentes et d'indiquer les mesures d'atténuation ou de lever des contraintes qui sous-tendent cette pauvreté ». La méthodologie mise en œuvre a permis d'obtenir des données représentatives quantitatives et qualitatives qui permettent de caractériser la pauvreté et la perception que les acteurs en ont ; de faire des comparaisons avec les résultats de l'Enquête Malienne d'Evaluation de la Pauvreté (EMEP, 2001) ; d'identifier les principales contraintes et de les mettre en perspective avec les grandes évolutions en cours ; et enfin de formuler des propositions pour un système de suivi et des orientations pour les mesures d'atténuation de la pauvreté.

La pauvreté dans la zone Office du Niger a été caractérisée dans ses différentes dimensions avec à chaque fois une comparaison avec le milieu rural de la région de Ségou et du Mali. Les analyses en termes de pauvreté des conditions de vie et de pauvreté monétaire ont abouti à une même conclusion avec une situation dans la zone de l'Office du Niger meilleure que dans le milieu rural de la région de Ségou et de l'ensemble du Mali. Ces résultats indiquent clairement que les investissements réalisés par l'Etat et ses partenaires dans la zone Office du Niger ont porté leurs fruits puisqu'ils ont généré une forte croissance agricole et ont contribué à la réduction de la pauvreté.

Cependant, les indicateurs ne sont pas tous très nettement au dessus de la moyenne et les écarts restent assez faibles avec les indicateurs de la région et du pays. Ainsi, la contribution de l'aménagement hydro-agricole à la réduction de la pauvreté est peut-être moins importante que celle qui était attendue. Ceci s'explique notamment par les évolutions en cours avec une zone qui est victime de son succès, avec une forte croissance démographique alimentée par des migrants qui viennent s'installer et réduisent les performances dans ce domaine.

La croissance « économique » n'a pas été aussi rapide que la croissance de la population. L'analyse de la pauvreté en terme de capacités (accès aux ressources productives) est à ce titre édifiante : il existe une forte concentration des facteurs de production que sont la terre, les animaux et les équipements motorisés. La part des exploitations qui n'ont pas d'attribution de terre de l'Office du Niger est importante (11%), la superficie irriguée disponible par personne ou par actif est très faible avec respectivement 0,31 ha et 0,62 ha (loin de la norme de 1 ha par actif du décret de gérance de l'Office du Niger). Ces ratios ont baissé régulièrement depuis 20 ans mais ont été compensés jusqu'à une période récente par l'intensification et l'amélioration de la productivité agricole.

Logiquement, la contrainte majeure évoquée par l'ensemble des acteurs reste l'insuffisance des terres aménagées. De nombreuses autres contraintes ont également été identifiées, parmi elles, le faible niveau d'équipement, le coût élevé de la redevance, les difficultés d'accès aux engrais et au crédit, les maladies, les inondations, et d'autres contraintes qui font que les conditions de production ont tendance à se détériorer et commencent à entamer la productivité agricole notamment du riz en zone Office du Niger.

La stratégie à mettre en œuvre concerne avant toute chose l'extension des surfaces aménagées avec cependant une option forte de sécurisation de l'accès aux terres aménagées pour les petites exploitations familiales. Si l'option de développement de l'agrobusiness en zone Office du Niger est à promouvoir, la lutte contre la pauvreté passe par la mise à disposition des producteurs de terres aménagées, avec une forte implication de leurs représentants au niveau de toutes les instances de décision des aménagements hydro-agricoles. Les conditions de sécurisation prévues pour les investisseurs privés doivent être élargies aux exploitations familiales.

Cependant, des critères de viabilité économique doivent être définis pour fixer la taille minimale des attributions de terre en vue de permettre une certaine pérennisation des systèmes de production à base de riz en zone office du Niger.

Au terme de l'étude, un certain nombre de mesures d'atténuation de la pauvreté sont proposées avec des indicateurs de suivis et une méthodologie. Parmi ces recommandations on peut rappeler :

- L'aménagement de nouvelles terres irriguées au bénéfice des exploitations agricoles familiales et en particulier des plus démunies.
- L'amélioration du marché des intrants qui passe certainement par une implication plus grande des producteurs à travers des organisations paysannes de type coopératives qui restent à mettre en place.
- L'amélioration du système de crédit pour l'adapter aux conditions de l'Office du Niger et notamment pour l'équipement, l'aménagement et l'ensemble des activités productives.
- Le développement des marchés de tous les produits agricoles et de leur qualité (riz, échalote, autres produits maraîchers, produits de l'élevage, de la pisciculture, de la foresterie, etc.) notamment en améliorant les infrastructures, en incitant le développement d'équipements pour la transformation, la conservation et la commercialisation et en incitant les producteurs et entrepreneurs à s'organiser et améliorer leurs capacités et leurs savoir faire pour mieux répondre aux besoins des marchés domestiques national et sous régional.
- L'accroissement de la productivité agricole notamment en restaurant des conditions de production favorables (capacité du drainage en année pluvieuse, accès aux intrants et au crédit, réduction des charges et en particulier de la redevance hydraulique, etc.) et en apportant des solutions aux principales contraintes rencontrées par les producteurs (virose, maladies, commercialisation, approvisionnement) ; dans ce domaine le rôle de la recherche agricole et du conseil agricole est très important ;
- L'amélioration des infrastructures rurales qui doit se poursuivre dans tous les secteurs (santé, éducation, routes, énergie, communication) mais avec des priorités en terme d'eau potable, d'assainissement, d'habitat et d'éducation.

L'étude, conformément aux termes de référence, ne prend en compte que la zone aménagée (les villages encadrés par l'Office du Niger). Des travaux complémentaires devraient être menés pour prendre en compte ces aspects et pouvoir mieux apprécier les effets de l'irrigation dans son ensemble.

La situation des rendements en 2003 s'explique en grande partie par la forte pluviométrie, cependant il n'est pas exclu que la contrainte d'accès aux intrants (engrais notamment) ait des impacts sur la productivité en zone Office du Niger. Il reste à approfondir ce point, mais aussi de nombreux autres points (impact de la commercialisation, de gestion des revenus, etc.), par des enquêtes et analyses.

Le choix de travailler au niveau de l'exploitation agricole s'explique par la volonté de l'équipe de recherche d'analyser la pauvreté en terme de capacités ou d'opportunité à produire à partir des facteurs de production disponibles.. Cependant, le travail peut être prolongé sur un échantillon plus restreint mais avec une approche qui permette de mieux appréhender les activités individuelles (notamment des femmes) et les dépenses des ménages dépendants au sein des exploitations. Ceci permettrait de mieux cerner les niveaux réels de consommation et de revenu par tête et de compléter les analyses en intégrant la dimension des stratégies individuelles combinées aux stratégies des chefs d'exploitations.